

TRANSPARENCE & SIMPLICITÉ

pour une République lisible



Table des matières

Table de quelques Sujets Traités.....	2
I. Le Mur de l'Opacité.....	2
II. La Pierre Angulaire : La Stèle Transparente.....	2
III. L'Architecture de la Simplicité.....	2
IV. La Souveraineté Retrouvée.....	2
V. Le Plan Énergie : Le Projet Nuward.....	2
VI. Épilogue & Annexes.....	3
LA PRÉFACE :	5
Une analyse politico-socialo-philosophique.....	5
1. Le Volume de la « Forêt Législative ».....	5
2. Un avertissement.....	6
3. Les indicateurs de l'absurde.....	6
1. Le Calcul du Temps de Lecture (Vitesse Humaine).....	7
2. La Réalité du Travailleur (Le « Mois Fiscal »).....	7
3. La comparaison avec une IA.....	7
L'Inégalité devant la Loi.....	7
L'indicateur « Poids et Temps » du CGI :	8
Le Calcul du Ratio de l'Absurde.....	8
Pourquoi ce chiffre est-il une arme politique ?.....	8
Notre objectif : Le « Ratio 1 ».....	8
L'analyse :	9
Comparatif International : Le Ratio de la Densité Bureaucratique.....	9
L'Analyse du « Handicap Français ».....	9
Conclusion d'introduction : « Le Choc de Simplicité ».....	10
1. Le PIB 2025 (Produit Intérieur Brut) : La taille du gâteau.....	10
2. Le “RIB” 2025 (Revenu Disponible Brut) : Ce qu'il reste dans la poche.....	10
3. La Confrontation.....	11
Synthèse pour un tableau d'ouverture.....	11
L'analyse :	11
POURQUOI JE VEUX RÉPARER LA FRANCE.....	12
PILIER 1 : GOUVERNER PAR LA SIMPLICITÉ.....	12
1. La Responsabilité par la Clarté.....	12
2. Transparence Radicale.....	13
PILIER 2 : LE SERVICE PUBLIC – RENDRE LA LIBERTÉ AUX MAIRES.....	13
1. Le Choc de Simplification Normative.....	13
2. Transparence de l'Action Publique.....	13
PILIER 3 : LA SANTÉ – L'EFFICACITÉ AU SERVICE DU SOIN.....	13
1. Le Taux Unique “Santé” : Un Flux affecté.....	14
2. Débureaucratization du Soins.....	14
PILIER 4 : LE REVENU UNIVERSEL DE DIGNITÉ – L'AUTOMATISATION DU SOCIAL.....	14
1. Le mécanisme : Le Revenu Universel Automatique.....	14
2. Barème de base (Simulations statistiques).....	14
3. ANALYSE DU TRANSFERT : SUPPRESSION DES ARS ET DE LA BUREAUCRATIE SOCIALE.....	15
A. Suppression des ARS (Agences Régionales de Santé).....	15
B. Suppression des « Guichets de la Misère ».....	16
4. BILAN STATISTIQUE RÉVISÉ (Le grand équilibre).....	16
LES 3 EFFETS “BOOMERANG” POSITIFS.....	16
CONSTITUTION.....	18

L'Article Premier : Le Protocole de Liberté.....	19
Voici aussi les idées qui doivent guider d'autres articles.....	19
De la Structure de l'État et de la Gouvernance souple.....	20
1. Le « Secrétariat Général de la Présidence ».....	21
2. Le Conseil des 10.....	21
3. Pourquoi supprimer le Premier Ministre ?.....	21
La Structure du Gouvernement :.....	21
4. « L'Autorité Retrouvée ».....	22
1. Le Vice-Président : Le « Gardien du Système ».....	22
2. L'Équilibre des Pouvoirs (Le Triptyque).....	22
3. La Sécurité du Pouvoir : Le « Passage de Clés » numérique.....	23
4. « La République Insubmersible ».....	23
1. La nouvelle géographie du pouvoir.....	23
2. Le Haut Secrétariat à l'Exécution (HSE).....	24
3. Pourquoi ce n'est pas « tout à fait » à la mode USA ?.....	24
4. « Une Administration de Combat ».....	24
1. Le Haut Secrétariat Exécutif (HSE) : « Le Commando de l'Élysée ».....	25
2. Le Format des 10 Ministères : « L'Unité des 15 ».....	25
3. Zoom sur les Ministères “Clés” de notre architecture.....	25
4. « La Fin des Cabinets de Cour ».....	26
1. Un Gouvernement de Mission :.....	26
L'ARCHITECTURE DES 10 MINISTÈRES un exemple :.....	26
1. Ministère de la Souveraineté (Intérieur & Justice).....	27
2. Ministère de la Défense Nationale.....	27
3. Ministère de la Renaissance (Culture & Science).....	27
4. Ministère des Finances et de la Simplification.....	27
5. Ministère de l'Éducation et de la Transmission.....	27
6. Ministère des Infrastructures et de l'Énergie.....	27
7. Ministère de la Santé et de l'Autonomie.....	28
8. Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur.....	28
9. Ministère de la Solidarité (Revenu Universel).....	28
10. Ministère de la Liberté Territoriale (Relations avec les Maires).....	28
2. Le Maillage Territorial :.....	28
3. Le Socle Communal :.....	29
4. Les Représentations :.....	29
L'Élection des députés : Le Choix Direct (Un seul tour).....	29
Un début d'une démocratie économe.....	29
Le Sénat : La Voix des Territoires.....	30
Recensements des populations Territorialité.....	31
1. La Métropole et les DOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte).....	31
2. Les TOM et Collectivités (Polynésie, Calédonie, etc.).....	31
3. Français résidant à l'Étranger (Les Expatriés).....	32
4. Étrangers en France (Métropole et DOM).....	32
5. « La France partout chez elle ».....	33
1. Recensement des Populations DROM (Estimations 2024/2025).....	33
2. Le Cas des Collectivités d'Outre-Mer (COM).....	34
3. Analyse pour le Budget (Le « Poids Outre-Mer »).....	34
4. « L'Équilibre des Océans ».....	34
LES RÉGIONS :.....	36
1. Le cas de la Corse :.....	36
2. L'Outre-Mer :.....	36
3. Les Régions à forte densité de villages.....	36

En tant qu'architecte du système, la base n'est pas idéologique, elle est fonctionnelle. La suppression des postes administratifs régionaux repose sur trois piliers méthodologiques stricts, directement liés à la recherche de la Simplicité.....	36
1. La Fin de la « Mission de Contrôle » (Le plus gros gisement).....	36
2. La Dissolution des « Agences Satellites » (Les doublons).....	37
3. La règle d'or : 1 élu 0 cabinet.....	37
Simplification Territoriale : « 22 Régions, les Départements ».....	38
Liste des 22 Régions (Le retour au découpage organique).....	38
Pourquoi ces 22 unités ?.....	39
Comment financer sans recréer de la bureaucratie ?.....	39
Autonomie Financière et Fiscale des Régions.....	40
La composition des assemblées régionales.....	40
1. La Composition : Le Parlement des Maires.....	40
2. Le Rôle : La Région comme « Centrale de Services ».....	40
Financer la Démocratie par l'Efficacité.....	41
1. L'Inflation des Agents :.....	42
2. Le Coût des Élus Professionnels :.....	42
Tableau des Économies Immédiates par Région,.....	42
TABLEAU : LA SITUATION ACTUELLE (13 RÉGIONS + CORSE).....	43
TABLEAU 2 : PROJET L'ADMINISTRATION DE SUPPORT transformer chaque agent contrôleur en expert au service des hab.....	44
BASE DE DONNÉES STATISTIQUE : IMPACT DE LA SIMPLIFICATION.....	45
PROPOSITION DE RÉFORME SUPPLÉMENTAIRE : « LE SÉNAT DES MAIRES ».....	46
Pour renforcer le lien avec les maires, le Sénateur pourrait être contractuellement obligé de tenir une conférence mensuelle des maires de son département. Il devient leur "routeur" direct vers Paris. S'il ne défend pas les intérêts des communes, il pourrait ainsi être sanctionné lors des élections de mi-mandat, si cette dernière proposition était retenue.....	46
LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'ÉLU.....	46
La nationalité française.....	48
1. La Nationalité : un « Engagement Exclusif ».....	48
2. Un Droit du Sol "Conscient".....	48
3. Le Droit du Sang et la Perte de Nationalité.....	48
R.I.P.....	50
1. L'IDU : La "Clé de Contact" du Citoyen.....	51
2. Les 3 Étages de la Souveraineté.....	51
3. Le Processus : "De l'Idée à la Loi".....	51
4. Le Rôle des Maires : "Les Gardiens de la Question".....	52
Pourquoi c'est l'anti-Labyrinthe ?.....	52
Exemple de "Fiche d'Impact" (RIP Local : Installation d'un SMR).....	52
LA CARTE DU CITOYEN.....	54
1. La Carte de Citoyenneté Active (CCA) : Fiche Technique.....	55
2. Le Schéma des Liaisons : « Le Nœud de Souveraineté ».....	55
3. Fonctionnement des Flux : L'Algorithme de Confiance.....	55
4. Mission de l'Agence DINUM.....	56
L'analyse :.....	56
Fiche Technique : Carte de Citoyenneté Active (CCA) – Standard « France nouvelle ».....	56
1. Support et Sécurités Physiques.....	56
2. Architecture Numérique (Le Cœur du Système).....	57
3. Fonctionnement Biométrique « Match-on-Card ».....	57
4. Intégration dans le flux.....	57
L'analyse :.....	57
1. La Signature Électronique de l'État (La « Clé Maîtresse »).....	58

2. Le « Match-on-Card" : Le juge de paix.....	58
3. La Certification de Présence (Anti-Clonage).....	58
L'analyse :.....	59
1. Le Grand Rappel : « Pas d'IDU, pas de Versement ».....	59
2. Le mécanisme de l'IDU à l'Étranger.....	59
3. La Coopération Diplomatique : « L' Audit de Vie ».....	60
4. Estimation du gain budgétaire.....	60
SÉCURITÉ JUSTICE.....	61
1. tu n'adoreras que Dieu :.....	62
2. tu aimeras ton prochain comme toi-même.....	62
3. tu ne tueras point.....	62
4. Tu ne voleras pas.....	62
5. Tu ne convoiteras pas la femme d'autrui (un oubli l'homme d'autrui).....	62
6. Tu ne porteras pas de faux témoignage.....	62
7. Honore ton père et ta mère.....	63
8. Tu respecteras le repos du septième jour (La Paix Sociale).....	63
9. Tu ne porteras pas de faux témoignage (contre la Vérité publique).....	63
10. Tu ne convoiteras pas le bien d'autrui (La Paix Économique).....	63
Synthèse : La Hiérarchie des Cours.....	64
L'analyse sur le Point 1 (La Nationalité).....	64
1. La Haute Cour (HC).....	64
2. Le Mécanisme de la Sanction.....	65
« Le Glaive et la Loi ».....	65
1. La Distinction entre «Opinion» et « Outrage au Patrimoine ».....	65
2. L'Échelle des Nuances (Le « Thermostat judiciaire »).....	66
3. L'Argument Constitutionnel : Le « Contrat Synallagmatique ».....	66
4. « Nuances et Liberté ».....	67
1. La Cérémonie de l'Alliance.....	67
2. Le Texte du Serment (Proposition).....	67
3. La Clause de Naturalisation : « Le Contrat à l'Essai ».....	68
4. « Devenir Français ».....	68
1. Le RU en Détention : Le principe de « Pension Pénitentiaire ».....	68
2. Les Détenus Étrangers : Souveraineté et Négociation.....	69
3. Les Amendes Proportionnelles (Le modèle Scandinave).....	69
4."La Justice Responsable ».....	69
L'analyse :.....	70
5. Corruption Politique : La « Dette de Probité ».....	70
Réforme Pénale : La « Prison-Hôtel » (Régime de Transition).....	70
1. L'Assignment à Résidence à « Géométrie Variable ».....	71
2. Les TIG : La « Dette de Travail ».....	71
3. La « Sanction pour Corruption » (Le cas des politiques).....	71
Synthèse du Nouveau Régime Pénitentiaire.....	71
Tribunaux Administratifs.....	72
1. À quoi servent-ils aujourd'hui ?.....	72
2. Faut-il les supprimer ou les remplacer ?.....	72
3. Comment organiser la transition ?.....	73
L'argument.....	73
UNE GARDE NATIONALE ?.....	73
1. Pourquoi une Garde Nationale maintenant ?.....	73
2. Composition et Recrutement.....	74
3. Les Missions de la Garde Provinciale.....	74
4. Financement (Grâce aux économies territoriales).....	74

L'analyse :.....	74
1. La « Police des Flux » (Niveau National).....	75
2. Le Redéploiement Territorial (Niveau Province).....	75
3. La Garde Nationale : Le Bouclier Citoyen.....	75
4. Le Budget de l'Annexe Sécurité (sur vos 100 Mds € d'économies).....	75
1. La Justice des « Délits Incontestables » (Procédure Immédiate).....	76
2. La Création des « Tribunaux de Région ».....	76
3. Le « Bannissement Civil » pour les Récidivistes.....	77
Budget « Justice Éclair » (Prélèvement sur les 100 Mds €).....	77
RELIGIONS.....	78
1. Le "Socle Commun" contre les divisions.....	79
2. Du Décalogue au "Code des Flux".....	79
3. La Transparence : La fin de l'idole "Bureaucratie".....	79
L'analyse :.....	80
LA SOUVERAINETÉ RETROUVÉE – L'ISLAM DE FRANCE.....	80
1. L'Indépendance Financière : La fin de l'argent des Empires.....	81
2. La Fin des Imams Détachés : La bataille des cadres.....	81
3. L'Éducation : Sortir du dualisme.....	81
APPRENDRE À APPRENDRE – TESTAMENT POUR LA JEUNESSE DE FRANCE.....	83
ÉPILOGUE : LE CONTRAT DE DEMAIN.....	84
FAMILLE.....	85
1. Le coût des Crèches Publiques (Collectif).....	86
2. Le marché des “Nounous” (Privé et Assistantes Maternelles).....	86
3. Synthèse : La « Masse Critique » de la Petite Enfance.....	86
4. L'opportunité « France nouvelle” : Le Chèque Berceau Universel.....	87
L'analyse :.....	87
LES DÉPENSES SOCIALES.....	88
1. Assurance Maladie (Santé) : 230 Mds €.....	89
2. Le Chômage : Un coût résiduel drastique.....	89
3. La CNAV (Retraites) : 340 Mds €.....	89
Synthèse des Dépenses Sociales (Le « Socle de Vie »).....	89
La Dotation Territoriale (Santé & Vie Locale) : 230 Mds €.....	90
1. La Liste Noire : Les aides supprimées et absorbées par le RU.....	91
2. Le Bilan Financier de la Simplification.....	91
3. Les 3 “Survivantes” (Prestations hors RU).....	92
4. L'Argumentaire de Choc : « Le RU contre l'Assistanat ».....	92
L'analyse :.....	92
Les nouveaux organismes.....	92
1. La Fin du « Guichet de Paiement ».....	93
A. Le Pôle « Contrôle et Intégrité » (La Police Sanitaire).....	93
B. Le Pôle « Relation et Assistance » (Le Visage de l'État).....	93
2. Organigramme de la Fusion (ANPS).....	93
3. L'Impact Budgétaire : Le « Dividende de Structure ».....	94
1. La Fin des Mutuelles : Le « 100 % Santé Direct ».....	94
2. La Médecine de Proximité : Le « Contrat de Présence ».....	94
3. La « Police des Hôpitaux” : Gestion de l'Efficacité.....	95
4. Le Budget Santé (155 Mds €) : Répartition.....	95
5. « La Santé sans Marchands ».....	95
L'analyse :.....	95
LA SANTÉ.....	97
LE DOSSIER NOIR : LES MÉDECINS SANS MALADES.....	98
La Santé : Le paradoxe de la CPAM.....	98

1. Les Recettes de l'Assurance Maladie (~255 Mds €).....	99
2. La Distribution des Soins (Les Dépenses).....	99
3. Les Coûts de Gestion : La « Bureaucratie de Santé ».....	99
4. La Santé dans la France 2.0.....	100
1. Le Poids Invisible des Mutuelles (~40 Mds €).....	100
2. Décision : L'Intégration dans la Part de la Nation.....	101
3. Les bénéficiaires de la « Santé Unifiée ».....	101
L'analyse :.....	101
1. La Fin des Mutuelles : Le « 100 % Santé Direct ».....	102
2. La Médecine de Proximité : Le « Contrat de Présence ».....	102
3. La « Police des Hôpitaux » : Gestion de l'Efficacité.....	102
4. Le Budget Santé (155 Mds €) : Répartition.....	103
L'analyse :.....	103
1. Estimation du Surcoût « Optique, Dentaire, Audio ».....	104
2. Le Nouveau Budget Santé "Intégral" (France nouvelle).....	104
3. Pourquoi 177 Mds € suffisent (Le secret de la « Centrale d'Achat »).....	104
4. « La Vue et le Sourire pour tous ».....	105
Mais qui fixe ce budget ?.....	105
1. Le « Panier de Soins ».....	105
2. Le Débat Parlementaire : La Responsabilité devant le Réel.....	106
3. « La Vérité sur nos Soins ».....	106
L'ÉDUCATION.....	107
LA LIBERTÉ PAR LE CHÈQUE-ÉDUCATION.....	107
1. Le « Chèque-Éducation » : L'Argent suit l'Élève.....	108
2. Autonomie Totale du Chef d'Établissement.....	108
3. BASE DE DONNÉES STATISTIQUE : ÉDUCATION ET EUROPE (Séparés).....	109
4. ANALYSE DU RENDEMENT : LE MODÈLE NORDIQUE.....	109
1. Le Diagnostic : De l'Instruction à la Gestion.....	109
2. Le Modèle « Talents & Souveraineté ».....	110
3. La Redistribution Budgétaire (Les Chiffres).....	110
4. Le « Contrat de Réussite ».....	110
Voici la nouvelle architecture du volet Éducation :.....	111
1. Le Nouveau Contrat des Maîtres : « La Science au service des Lettres ».....	111
2. Le Programme : « L'Humanisme Scientifique ».....	111
3. Sémantique et Apaisement.....	111
4. La Formation des Professeurs (Le levier principal).....	112
Voici la radiographie de l'existant.....	112
1. La Structure de Coût et de Masse (L'Ancien Monde).....	112
2. Répartition par Niveau et Coût par Élève (Moyenne annuelle).....	113
3. Les Laboratoires de Recherche (CNRS/Universités) par Rectorat.....	113
4. Exemple de Gestion : L'Établissement Autonome.....	114
A. École Primaire (Directeur "Manager").....	114
B. Collège & Lycée (Le « Campus de Proximité »).....	114
5. « L'École Libérée ».....	114
Exemple de budget.....	115
1. La Base de Financement (Recettes de l'École).....	115
2. Le Budget de Fonctionnement (Dépenses annuelles).....	115
3. Ce qui change radicalement pour le Chef d'Établissement.....	116
4. « Le Sanctuariat Scolaire ».....	116
L'analyse :.....	116
LES REMPLAÇANTS !.....	116
1. La fin du « Titulaires Remplaçants » (TZR) centralisé.....	117

A. Le « Pool Inter-Établissements » (Niveau Local).....	117
B. La « Réserve Citoyenne de l'Éducation » (Le système Uber-Souverain).....	117
2. Qui gère les absences ? Le Chef d'Établissement.....	117
3. Tableau de comparaison : La gestion du remplacement.....	118
4. « Zéro heure perdue ».....	118
L'analyse :.....	118
Lycée Professionnel.....	118
1. Le Budget du Lycée Pro.....	119
Simulation pour un Lycée de 500 élèves :.....	119
2. Le Remplacement par « L'Expert-Résident ».....	119
3. La Gestion des Ateliers et du Matériel.....	119
4. Tableau : La structure du Lycée Professionnel (500 élèves).....	120
5. « L'Excellence du Savoir Faire ».....	120
L'analyse :.....	120
Université.....	121
1. Le Financement : Le « Capital Étudiant ».....	121
2. Le Campus de 30 000 Étudiants : Gestion par l'IDU.....	121
3. Simulation Budgétaire : Un Campus Universitaire Majeur.....	121
4. La Recherche : Libérer les Laboratoires.....	122
5. « L'Intelligence en Marche ».....	122
L'analyse :.....	122
La reconnaissance de la connaissance.....	123
1. Pourquoi les citations ne suffisent plus (Le constat de 2026).....	123
2. Le « Score d'Impact" : La double détente.....	123
3. Le mécanisme de financement "Flux".....	123
4. « La Science Utile ».....	124
L'analyse :.....	124
STAGES.....	124
1. Le Statut de l'Apprenti :.....	124
2. Les Stages Obligatoires.....	125
3. Comparaison des flux financiers (Mensuel).....	125
4. « La Jeunesse Souveraine ».....	126
Statut.....	126
1. L'Apprenti : Un « Actif en formation » (Fin du statut étudiant).....	126
2. Le Stagiaire : Un « Étudiant en mission » (Maintien du statut étudiant).....	127
3. La synthèse pour les barèmes (Le "Pivot" de l'âge).....	127
Sur-paiement.....	128
1. Le mécanisme du « RU Étudiant » (Sous conditions).....	128
2. Le choix stratégique pour l'Apprenti et le Stagiaire.....	128
3. La Grille des Ages et le RU "Dynamique".....	129
4. « L'Investissement sur le Savoir ».....	129
Alternance « sous statut scolaire ».....	129
1. La fin du travail "gratuit" (Le principe de Contribution).....	129
2. Simulation pour un élève en CAP (18 ans).....	130
3. L'avantage pour l'entreprise (L'argument PME).....	130
Assiette.....	131
1. La base du calcul (L'Assiette de Production).....	131
2. Le passage au Net.....	131
3. Pourquoi ce montant est-il "juste" pour l'entreprise ?.....	131
4. Récapitulatif du "Portefeuille" du jeune de 18 ans.....	132
Nouveau SMIC.....	132
1. La conversion du SMIC actuel.....	132

2. Le calcul du Brut de référence.....	133
3. Pourquoi 1 340 € et pas plus ?.....	133
4. Synthèse pour le tableau des « Assiettes ».....	133
Pour les PME.....	134
1. L'avantage compétitif pour la PME.....	134
2. Le paradoxe gagnant :.....	134
3. La fin de « l'effet de seuil ».....	134
Le futur du modèle.....	135
1. L'Indexation Automatique (L'Assiette Glissante).....	135
2. Le RU : Le deuxième levier de révision.....	135
3. Tableau de bord de la Révision (Exemple Inflation +2 %)......	135
4. L'argumentaire politique : « La Fin du Chantage au SMIC ».....	136
La « Fin du Travail au Noir" ?.....	136
1. L'Effet "Ciseau" :.....	137
2. La Traçabilité par la Carte de Citoyenneté Active (CCA).....	137
3. L'argumentaire.....	137
LA CULTURE.....	139
1. Les Taxes sur les Billets : Où va l'argent ?.....	140
2. Le Patrimoine : Qui décide et comment ?.....	140
3. Où se cache la Culture dans votre structure ?.....	141
4. La Réforme : La « Culture de Liberté ».....	141
L'analyse :.....	141
Simplification fiscale.....	142
1. La « Libération du Billet » (Suppression des taxes affectées).....	142
2. Le Patrimoine : De l'administration centrale à l'action locale.....	142
3. Mise à jour du « Tableau de l'Emprise Publique ».....	142
L'analyse :.....	143
Saupoudrage fin.....	143
1. La Fin du Saupoudrage : Priorité au Temps sur l'Espace.....	143
2. Le « Label de Puissance" : Centralisation de l'Expertise.....	144
3. Intégration Budgétaire : L'Investissement vs Le Fonctionnement.....	144
L'analyse :.....	144
Rendement.....	145
1. Le Modèle « Chantier-École" : L'Amorce du Savoir.....	145
2. Le Multiplicateur Économique (Tourisme et Rayonnement).....	145
3. La Centralisation du « Cas par Cas ».....	145
L'analyse :.....	146
TVA et POUVOIR D'ACHAT.....	147
1. Les données de base (Ancien Système).....	148
2. Le calcul du Taux Unique de TVA (Équivalent Revenu).....	148
A. Le nouveau calcul de la "Taxe Invisible".....	148
B. La force du TU à 48 %.....	148
C. Le calcul du taux de substitution (Le "9,6 %").....	149
D. Impact sur la tableau de financement du RU.....	149
3. La "Souveraineté de fait" face à l'Europe.....	149
L'analyse.....	149
4. Pourquoi votre modèle est plus sain ?.....	150
Comparatif : Le coût réel de la vie (Base 100 € de revenu brut).....	150
1. L'Analyse du « Point de Bascule ».....	151
2. Le Choc de Simplification (Propagande).....	151
3. Conclusion.....	151
Simulation du « Reste à Vivre » Mensuel (Célibataire).....	151

1. Analyse des points de rupture (Vos contre-arguments).....	152
2. Comment contrer l'attaque sur les « 48 % » ?.....	152
3. La Grille de Solidarité Familiale.....	152
Conclusion :.....	153
Arguments retraite.....	153
1. L'Argument Massue : Le RU comme « 13e mois perpétuel ».....	153
2. La double victoire sur le coût de la vie.....	153
3. Tableau de démonstration (Exemple de retraite moyenne).....	154
4. Discours de Propagande : « La Retraite de Dignité ».....	154
Prochaine étape : La complexité des régimes de retraite.....	154
LES RETRAITES.....	156
1. Le Financement : Le « Pot Commun de Souveraineté ».....	157
2. Le Calcul : « RU + Part Retraite ».....	157
3. La Fin de l'Âge Légal : La Liberté par l'IDU.....	157
4. Le cas des carrières hachées (Femmes, Artisans).....	158
5. « Le Repos des Bâisseurs ».....	158
L'analyse :.....	158
Une simulation.....	158
1. Rappel de la situation en tant qu'Actif.....	158
2. Simulation de la Retraite France 2.0.....	159
3. Les avantages “nouveaux” par rapport à l'Ancien Monde.....	159
4. « La Fin de la Liquidation ».....	159
L'analyse :.....	160
Les 42 régimes.....	160
1. L'inventaire du Chaos (les suppressions).....	160
2. Le Coût de la Fragmentation.....	160
3. La Solution France nouvelle : Le Régime Unique.....	161
4. « Une Nation, Un Destin ».....	161
5. L'impact sur la Dette Publique.....	161
L'analyse :.....	161
ENTREPRENEUR.....	163
1. Secteur Privé (Salariés).....	164
2. Secteur Public (Fonctionnaires).....	164
3. Synthèse Nationale : Le « Poids de la Paie ».....	164
4. L'impact de la France nouvelle.....	164
L'analyse :.....	165
Suppression du coût de la paie.....	165
1. Le transfert de richesse : Qui gagne les 11 Mds ?.....	165
2. Le destin des “Pauvres” Cabinets et Éditeurs.....	165
3. La fin de « l'Économie Parasitaire ».....	166
L'analyse :.....	166
Le suivi des droits.....	167
1. La Déclaration de Flux « Zéro Papier ».....	167
2. L'Histoire de Contribution (Le « Compte de Vie »).....	167
3. Pourquoi l'employeur y gagne quand même ?.....	167
4. Le contrôle de la fraude.....	168
L'analyse :.....	168
La fiche de paie nouvelle.....	168
1. La Fiche de Paie « France nouvelle » (Ex : pour un flux de 3 000 €).....	168
2. Le Rapprochement Bancaire via l'IDU.....	169
L'analyse :.....	169
LE TRAVAIL.....	171

RESPONSABILITÉ ET UNITÉ DE STATUT.....	171
Le Constat :	172
1. La Dualité des Statuts : Le Modèle.....	172
A. Le Statut “Régalien” (Fonctionnaire).....	172
B. Le Statut “Actif” (CDI Universel).....	172
LA QUESTION CRITIQUE : LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC (Transports, Énergie).....	172
Analyse statistique et gains.....	173
1. La Cartographie des Catégories (Le labyrinthe).....	173
3. France Travail : Le Rôle de « Contrôleur-Accompagnateur ».....	174
4. Pourquoi ce système est l’opposé modèle futur ?.....	174
5. L’argument “Choc”	174
L’analyse :	175
6. Le Chômage : Les Formules.....	175
A. La Formule de Base (Maintien de Vie).....	175
B. La Dégressivité.....	175
EMPLOIS VACANTS.....	176
1. Emplois vacants (DARES – indicateur le plus large).....	176
2. Offres non pourvues sur le site France Travail (ex-Pôle emploi).....	176
3. Difficultés de recrutement déclarées par les employeurs.....	177
4. Points de comparaison historiques.....	177
Le syndicalisme.....	178
1. La Fin des Subventions Publiques (Le Choc de Légitimité).....	178
2. Leur nouvelle mission : Le « Conseil en Compétence ».....	178
3. Le « Référendum d’Entreprise » (La Simplicité Démocratique).....	178
Une Stratégie de Neutralisation.....	179
1. Le Référendum de Légitimité Immédiat.....	179
2. Responsabilité Civile et Pénale des Organisations.....	179
L’EUROPE DES NATIONS.....	181
LE RÉALISME GAULLIEN.....	181
1. La Trahison Spirituelle : Du Sacré au Bureaucratique.....	182
2. La Trahison des Libertés : Vers le « Crédit Social » Européen.....	182
3. La Trahison Économique : Le Gouffre des 3 400 Milliards.....	182
4. La Trahison de la Sécurité : Le Chaos et la Guerre.....	183
Synthèse : Le Grand Bilan de la Faillite.....	183
L’analyse :	183
Réviser l’Europe.....	184
1. Le Levier Budgétaire : Le « Bouton Off ».....	184
2. La Hiérarchie des Normes : Le « Pare-feu » National.....	184
3. Les Projets vs Les Institutions.....	184
BASE DE DONNÉES STATISTIQUE : L’EFFET DU RECENTRAGE.....	184
4. LE TEMPS LONG.....	185
LA « SOUVERAINETÉ CIRCULAIRE ».....	185
Explications sur les effectifs européens.....	185
Détail de la « Bureaucratie Bruxelles/Strasbourg” :	185
L’analyse :	186
Notre position :	186
Citoyen européen.....	187
1. Le Statut du Citoyen Européen dans la France nouvelle.....	187
2. Réciprocité Européenne : Le RU sous condition.....	187
3. Le Financement : Le « Fonds Européen de Solidarité ».....	187
4. « L’Europe des Réalités ».....	187

L'analyse :.....	188
FINANCES.....	189
1. Le Remboursement par l'Évaporation Administrative.....	190
2. La "Réserve" et le Rachat de la Dette.....	190
3. La Prime de Départ : Un investissement, pas une dépense.....	190
4. « Libérer l'Avenir ».....	190
L'analyse :.....	191
Les Banques.....	191
1. Le Rôle des Banques Privées : Les Coffres-Forts de la Liberté.....	191
2. Le Contrôle des Flux : La Banque, un Filtre.....	192
3. La Fin de l'Inquisition Fiscale.....	192
4. Pourquoi les Banques Privées vont adorer cette réforme ?.....	192
L'analyse :.....	193
LES FRONTALIERS.....	194
1. Le Chômage en Europe (Cas du Luxembourg / France).....	195
2. La Santé : "Là où la maladie frappe".....	196
3. Le Levier de la TVA à 0 % (ou TU à 1 %).....	196
Tableau Comparatif : Système Actuel vs Projet.....	196
Analyse des risques de corruption.....	196
1. Le principe de la TU : "Le pays du travail prime".....	197
2. Le RU : "La citoyenneté prime".....	197
Résumé.....	197
La Citoyenneté sans Frontières.....	198
Le cas des travailleurs frontaliers face au binôme TU + RU.....	198
1. Le Revenu Universel : Un ancrage territorial.....	198
2. La Taxe Unique : Le principe de neutralité fiscale.....	198
3. Vers une harmonisation européenne.....	198
Le concept de "Territorialité Sociale".....	199
1. La Santé : La règle du "Payeur-Cotisant".....	199
2. Le Chômage des Frontaliers : La fin du paradoxe.....	199
Le concept de "Redevance de Citoyenneté".....	200
Le Barème de la Responsabilité Territoriale.....	200
Voyons la Suisse !.....	201
1. Le Chômage : Le "Cadeau" empoisonné à la France.....	201
2. La Santé : Le casse-tête du "Droit d'Option".....	202
3. La Fiscalité : Le grand désordre cantonal.....	202
Synthèse pour "Transparence & Simplicité".....	202
Les taux IMPORTATION.....	203
1. La requalification des 16 % et 20 % : La "Clé de Voûte".....	203
2. Frontaliers et Santé : La fin du marchandage.....	203
3. Un levier contre l'UE et les Technocrates.....	204
L'argument.....	204
Nouvelle géométrie fiscale.....	204
1. La fin du "Racket" de la compensation.....	204
2. Le 16% - 20% comme "Taxe de Réalité".....	205
3. L'Impact sur le modèle social.....	205
Vers la conclusion du chapitre comme redite de la préface.....	205
Une morale fiscale.....	205
1. La complexité comme "Péché originel" de la bureaucratie.....	206
2. L'élimination radicale de la tentation.....	206
3. La fin de l'hypocrisie des technocrates.....	206
Une formule pour ce manifeste.....	206

EDF.....	208
1. La Sortie du Marché Européen (Le “Découplage”).....	209
2. La Structure des Revenus : Les 27 Mds € d’Excédents.....	209
3. La « Facture Citoyenne » (Simplification IDU).....	209
4. Le Mix Énergétique : L’Indépendance Totale.....	210
5. « La Lumière de la France ».....	210
L’analyse :.....	210
TERRE & MER.....	211
1. la Liberté d’Entreprendre Agricole.....	212
2. La Solution : Passer de l’Assistanat à la Responsabilité.....	212
3. L’Impact sur la Mer : Le cas des Pêcheurs.....	213
L’analyse :.....	213
Les idéologies en cours.....	213
1. La Rupture avec le Libre-Échange Naïf).....	213
2. Le Mécanisme de la « Réciprocité Réelle ».....	214
3. La réponse au « Wokisme Environnemental ».....	214
4. L’Impact sur la Pêche : Même combat.....	214
Les protections.....	215
1. La Protection par la Frontière (La Taxe de 16-20 %).....	215
2. Le RU : Le filet de sécurité contre les aléas.....	215
3. Les Pêcheurs : Souveraineté des Eaux.....	215
4. « Ceux qui nous nourrissent ».....	216
L’analyse :.....	216
CGI NOUVEAU.....	218
Code Général des Flux (CGF).....	219
Titre I : Les Principes Fondamentaux.....	219
Titre II : Classification des Comptes.....	219
Titre III : Grille des Flux et Taux de Prélèvement.....	219
Chapitre I : Les Flux des Particuliers.....	219
Chapitre II : Les Flux des Personnes Morales.....	220
Titre IV : Fiscalité Complémentaire (Taxes de Régulation).....	220
Titre V : Le Revenu Universel de Dignité (RU).....	220
Titre VI : Services de l’État Facturables.....	221
L’analyse :.....	221
Les Barèmes.....	222
Droits de Succession.....	225
1. La Doctrine de la « Vie Accomplie ».....	225
2. Impact sur le Tissu Économique.....	225
3. Le Nouveau Contrat de Succession.....	225
L’analyse :.....	226
Quand le bâtiment va.....	227
1. La fin des « Sièges Sociaux » et des Doublons.....	228
2. Du “Contrôleur” au “Réalisateur”.....	228
3. La Simplification Informatique.....	228
Synthèse : Le calcul de l’efficacité.....	229
L’analyse :.....	229
1. Les Départements (101 structures à supprimer).....	229
2. Les 14 Régions Actuelles (Le modèle 2015).....	230
3. Les 22 Régions Futures (modèle “Provinces”).....	230
4. Le “Pactole” caché : Les coûts hors salaires des organismes fermés.....	231
L’analyse :.....	231
1. À qui appartiennent ces services ? (Le Diagnostic).....	232

2. La Réaffectation.....	232
A. Le Réseau de Proximité (Routes Départementales + Communales) : ECPI.....	232
B. Les Axes Structurants (Nationales) : La Région.....	232
3. Calcul de l'économie (La fin des « doublons de bureaux »).....	232
4. Le "Vrai" coût de la route (Hors salaires).....	233
L'analyse :.....	233
Les services essentiels.....	233
1. Les Services de Secours (SDIS / Pompiers).....	233
2. L'Action Sociale de Proximité (ex-PMI et Solidarité).....	234
3. Les Services Techniques (Entretien, Espaces Verts, Voirie).....	234
4. La Gestion des Collèges.....	234
Tableau de l'Émondage Politique (Estimation des gains directs).....	234
L'analyse :.....	235
Immeubles et Palais.....	235
1. Le Sort des 101 Hôtels du Département (Les "Palais" à libérer).....	235
2. La Liste des 22 Palais Régionaux (Provinces).....	236
3. Comparaison des « Trains de Vie ».....	236
4. Le "Palais" devient un « lieu de Services ».....	237
L'analyse :.....	237
Joyaux cessibles.....	237
1. L'Hôtel du Département de Paris (75).....	237
2. L'Hôtel du Département des Bouches-du-Rhône (13) – « Le Vaisseau Bleu ».....	238
3. L'Hôtel du Département du Rhône (69).....	238
4. L'Hôtel du Département de la Gironde (33).....	238
5. L'Hôtel du Département des Alpes-Maritimes (06).....	238
Synthèse de l'Opération « Vendre les Murs ».....	239
L'analyse :.....	239
Phase 1 : Le « Choc de Structure » (Mois 1 à 6).....	239
Phase 2 : Le « Choc de Pouvoir d'Achat » (Mois 7 à 12).....	240
Phase 3 : Le « Grand Chantier » (Mois 13 à 24).....	240
Le Tableau de Bord du Plan.....	240
L'analyse :.....	240
1. La Vente Immobilière : Le « Fonds génie civil ».....	241
2. Les « Maisons de la République" : La Proximité.....	241
3. Les « Hubs de l'Innovation" : Le futur.....	241
Bilan de la Réaffectation Immobilière.....	242
L'analyse :.....	242
Et les coûts des m².....	242
1. La règle d'or : 1 agent = 12 m² + Logistique.....	243
2. Le gisement immobilier : La « Libération de l'Espace ».....	243
3. Voici comment structurer cette estimation difficile mais crédible :.....	243
L'analyse :.....	244
ÉNERGIE.....	245
1. Le Pilier Nucléaire : L'Indépendance Totale.....	246
2. Le Pôle Hydrocarbures : La Transition de Souveraineté.....	246
3. La Nouvelle Géographie de l'Énergie (Le rôle des Maires).....	246
4. Synthèse Budgétaire du Pôle Énergie.....	247
L'Analyse : L'Énergie comme Fondement de la Liberté.....	247
1. Le Concept : L'Artisanat Public de Proximité.....	247
2. Le Financement : Du "Palais" à la "Mairie".....	248
3. Les Avantages Politiques et Économiques.....	248
4. Intégration dans un Plan de Génie Civil.....	248

Le Maire Bâtisseur.....	249
Chapitre 1 : Organiser votre « Brigade Technique Territoriale » (BTT).....	249
Chapitre 2 : Le Budget de Rénovation (Le circuit court).....	249
Chapitre 3 : La Priorité aux « Passoires Publiques ».....	250
Chapitre 4 : La Relation avec le Citoyen (Le RU et l’Habitat).....	250
L’analyse :.....	250
Les taxes sur l’énergie.....	250
1. Le Poste Pétrole (Carburants).....	251
2. Le Poste Électricité.....	251
3. Le Poste Gaz.....	251
Synthèse du Budget Énergie (65 Mds €).....	251
Poste Énergétique.....	251
Recette (Mds €).....	251
Destination Prioritaire.....	251
L’Analyse :.....	252
LE GÉNIE CIVIL.....	253
1. Stabilisation du Cœur : Le Mode “Ruban”.....	254
2. Le Mix de Stockage : « L’Amortisseur de Puissance ».....	254
3. La Gestion des « Flux Perdus” : Le Chauffage Urbain.....	254
4. Intégration dans votre « Code des Flux ».....	255
5. Argumentaire.....	255
Optimisation.....	255
1. La Valorisation des Excédents (Le « Trésor Nocturne »).....	255
2. Rééquilibrage de votre Tableau de Bord (Feuillet “Global”).....	256
3. Plan d’Action « Stockage et Flux ».....	256
4. Une réponse à André Palu.....	256
L’analyse :.....	256
1. La Ligne Budgétaire « Souveraineté Énergie ».....	257
2. Le « Cercle Vertueux » de la Croisière.....	257
3. Mise à jour de votre Code (nouveau CGI).....	257
L’analyse :.....	258
Les S.M.R.....	258
1. La Vision : Le « Nucléaire de Quartier ».....	258
2. Déploiement Territorial (2027-2035).....	258
3. Le Financement : Le « Choc d’Investissement ».....	259
4. La Gouvernance Régionale.....	259
L’analyse :.....	259
FICHES DE POSTE.....	261
FICHE DE POSTE : Opérateur de la Transition Territoriale.....	262
1. Mission Principale.....	262
2. Activités Clés.....	262
3. Ce qui disparaît (Fin de la dispersion).....	262
4. Profil et Compétences.....	263
5. Comparaison : L’Efficacité au mètre carré.....	263
L’analyse :.....	263
CHARTRE DE LA FRANCE NOUVELLE :.....	264
LE PACTE DE SOUVERAINETÉ.....	264
Préambule.....	264
Article 1 : La Souveraineté du Citoyen (Le Revenu).....	264
Article 2 : La Souveraineté du Travail (La Taxe Unique).....	264
Article 3 : La Souveraineté Territoriale (La République des Maires).....	264
Article 4 : La Souveraineté Énergétique (Le Grand Chantier).....	264

Article 5 : La Fin du Privilège (La Frugalité d'État).....	265
L'analyse :.....	265
EXEMPLES D'AGENCES.....	266
1. France Travail (Ex-Pôle Emploi).....	267
2. L'ADEME (Agence de la Transition Écologique).....	267
3. Les ARS : Le "Château" de la Santé.....	268
Bilan Consolidé : Le Dividende de la Simplification.....	268
4 .Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE). C'est un cas d'école parfait sur l'évaporation administrative. C'est l'archétype de la structure qui, sous couvert d'une noble cause, multiplie les couches bureaucratiques.....	269
1. Identité et Adresse.....	269
2. Gouvernance et Membres.....	269
3. Personnel (Le Secrétariat Permanent).....	269
4. Le Coût (Budget).....	270
Arguments.....	270
Le HCE comme "Tribunal de la pensée".....	270
Le CESE : La "Troisième Chambre" du Labyrinthe.....	271
1. Le Coût (L'Abysses financier) :.....	271
2. Les Membres (L'armée des conseillers) :.....	272
3. Le Personnel :.....	272
4. L'Utilité (Le constat de l'opacité) :.....	272
Comparatif "Gaspillage de Structure".....	272
L'argumentaire de "République Lisible" :.....	272
L'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires).....	273
France Stratégie (Le Commissariat général à la stratégie et à la prospective).....	273
L'Arcom (ex-CSA et Hadopi).....	273
Conclusion : « La Libération des Énergies ».....	274
1. La réalité des chiffres.....	274
2. L'effet choc de la réforme.....	275
3. L'argument.....	275
1. La Surface (Les m²).....	275
2. Le Coût du Loyer (Équivalence).....	275
3. Les Frais d'Entretien et de Fonctionnement.....	276
4. Le ratio "m² par décision".....	276
LE POLE DE TRANSPARENCE.....	277
1. La Structure : Un Pôle en 3 Dimensions.....	278
2. Le Remplacement des Agences (Exemple concret).....	278
3. La Mission : "Déchirer le Voile".....	278
4. Réallocation des Économies.....	279
NOUVEAUX STATUTS.....	280
1. L'Artisan (Entrepreneur individuel).....	280
2. Le Salarié (Exemple-SMIC).....	280
3. Le Retraité.....	281
Tableau Comparatif du Pouvoir d'Achat Réel.....	281
L'analyse :.....	281
Le blanchiment.....	282
1. Pourquoi je parle de « Scale-up » ?.....	283
2. La surveillance anti-blanchiment et le "Cash".....	283
Le système actuel (Ancien Monde) :.....	283
La solution : L'IDU et le « Cash-to-IDU ».....	283
L'analyse :.....	284
DINUM.....	285

1. Missions : De la gestion au « Gardiennage Algorithmique ».....	286
2. Les Tâches de l'IA de Contrôle (Le « Bouclier Algorithmique »).....	286
3. Les Compétences : L'Élite Technologique Le personnel de la DINUM ne sont plus des fonctionnaires classiques, mais des « Officiers du Code ».....	287
4. Effectifs et Structure : L'Agilité d'un « changement d'échelle ».....	287
5. « L'algorithme est la Loi ».....	287
Paramètres.....	288
1. Cahier des charges : Flux Créditeurs (RU et Revenus).....	288
2. Cahier des charges : Flux Débiteurs (Santé et Consommation).....	289
3. Cahier des charges : Statistiques et Pilotage Régalien.....	289
4. La « Table de Décision » (extrait voir en annexe tableaux barèmes et fonctionnement).....	290
5. « La Gouvernance par la Preuve".....	290
LES ÉLECTIONS.....	292
MON IDÉAL DE JUSTICE.....	297
UNE JUSTICE INJUSTE.....	301
LE QI ÉLECTORAL.....	303
La civilisation occidentale.....	305
Philippe le Bel.....	307

Table de quelques Sujets Traités

I. Le Mur de l'Opacité

- **La Préface** : Analyse politico-socialo-philosophique. De Philippe le Bel à l'évaporation administrative.
- **Le Labyrinthe des Lois** : Pourquoi la complexité est l'arme de la tyrannie (hommage à Montesquieu).
- **Le Mythe de la Gratuité** : Comment le "bien d'autrui" de Rousseau a créé une dette abyssale.

II. La Pierre Angulaire : La Stèle Transparente

- **Le Décalogue Républicain** : Les 10 principes fondamentaux communs et immuables.
- **L'Article Premier** : Le pivot de la réforme (le Code Général des Flux).
- **La Fin des Décimales** : Pourquoi 10 € vaut mieux que 9,99 €. La psychologie de l'honnêteté.

III. L'Architecture de la Simplicité

- **Les 10 Ministères** : Une structure calquée sur le Décalogue pour une efficacité maximale.
- **L'Identifiant Digital Unique (IDU)** : La clé du citoyen, l'outil de la transparence totale.
- **La Taxe Unique** : Supprimer l'évaporation pour financer le réel.

IV. La Souveraineté Retrouvée

- **Le Pouvoir aux Maires** : Le premier échelon du Souverain.
- **Le RIP (Référendum d'Initiative Populaire)** : * L'organisation par IDU.
 - Le rôle des Maires comme garants de la lisibilité des questions.
 - La délégation des Maires au niveau national.
- **La France Transparente** : Une démocratie en temps réel.

V. Le Plan Énergie : Le Projet Nuward

- **L'Héritage de 1956** : De De Gaulle à Marcoule.
- **Les SMR (Small Modular Reactors)** : La technologie des sous-marins au service du civil.
- **Le Consortium de la Souveraineté** : TechnicAtome, Naval Group et Framatome (Le bras armé de l'État).

- **L'Investissement Citoyen** : Devenir actionnaire de son indépendance énergétique.

VI. Épilogue & Annexes

- **La Renaissance Française** : Lettre à la génération de 45 ans.
 - **Note historique** : Qui était vraiment Philippe le Bel ?
 - **Guide Pratique** : Comment lire votre nouveau bulletin de paie "Lisible".
-

TRANSPARENCE & SIMPLICITÉ

pour une République lisible

Ce livre expose un choix politique ayant pour objectif de
« **transformer l'évaporation administrative en
investissements productifs** »

Si vous adhérez à cette idée, ce livre est pour vous
Si vous n'y adhérez pas, lisez le quand même, car au final vous
changerez d'avis !

Bonne lecture à tous

LA PRÉFACE :

Une analyse politico-socialo-philosophique.

En France, depuis bien longtemps, nos rois ont pratiqué une politique centralisatrice, le plus célèbre étant Philippe Le Bel (en fin d'ouvrage, un court résumé sur ce roi). Bien pratique, la proximité rend les ordres et leur contrôles plus faciles à donner et à vérifier. Pour le lointain on envoie un agent de confiance. Avec le temps, la confiance s'émousse ou le roi change, un deuxième agent, puis... la spirale est lancée.

En effet, l'organisation du travail exige (pourquoi d'ailleurs?) qu'à 5 agents il faut un chef, puis à 5 chef 1 chef-chef, puis...une évolution exponentielle.

Arrive la Révolution, dans ce siècle dit des lumières j'y distingue Montesquieu et Rousseau.

Commençons par qui nos malheurs arrivent Rousseau adepte du bien d'autrui, tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil !

Profitant de notre centralisme bien ancré dans nos habitudes, les lois deviennent teintées de ce socialisme naissant : « **faire le bien du peuple malgré lui** ». Et Napoléon grand conquérant de répandre cette bonne parole dans toute l'Europe.

Karl Marx et le communisme ont suivi.

Avant cela une mise en garde avait pourtant été émise par Montesquieu :

« il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle que l'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice »

Que je résume par les luttes entre le **légal et le justifié** ou **LOI et JUSTICE**.

Maintenant passons au concret, du quasi mathématique.

Voici l'inventaire du "Labyrinthe" à abattre. Ces chiffres sont le diagnostic d'une nation qui s'est étouffée sous sa propre encre. Il constitue l'introduction pour ce Livre-Manifeste ou aussi un livre de doléances : **la preuve par le vertige**.

1. Le Volume de la « Forêt Législative »

Indicateur	Valeur (Est. 2025/2026)	Observations
Nombre de Codes	78	De l'Urbanisme au Sport, tout est codifié.
Nombre de mots (CGI)	~950 000 mots	L'indicateur immuable. C'est 10 fois la longueur d'un roman dense.
Nombre de pages (Journal Officiel)	~85 000 pages / an	Soit environ 230 pages produites chaque jour.
Nombre de Normes	~400 000	Incluant décrets, arrêtés et directives.

Indicateur	Valeur (Est. 2025/2026)	Observations
(Recensement)		
Poids total des Codes (Papier)	~115 kg	Si vous deviez tous les porter physiquement.

2. Un avertissement

« **Monsieur le Citoyen, Monsieur le Député,**

Regardez cette pile de papier : elle mesure plus de deux mètres de haut. Ce sont les 78 codes de la République. Le seul Code Général des Impôts (CGI) compte près d'un million de mots. Pour le lire en entier, sans même le comprendre, il vous faudrait 65 heures de lecture ininterrompue.

En 2025, nous avons produit 85 000 pages de Journal Officiel supplémentaires. Nul n'est censé ignorer la loi, mais personne n'est physiquement capable de la lire. Cette complexité n'est pas une protection, c'est une prison. Elle est le nid de la fraude, le refuge de la technocratie et le boulet de nos entreprises.

La France nouvelle commence ici : par l'incendie de ce maquis législatif. Nous remplaçons un million de mots fiscaux par une seule règle : **48 %**. Nous remplaçons des milliers de pages de gestion sociale par une seule carte : **La carte du citoyen**, nouvelle carte d'identité qui donne accès à l'exercice de **souveraineté de citoyen**.

Nous ne simplifions pas. Nous « libérons. »

3. Les indicateurs de l'absurde

Pour frapper les esprits, j'ajoute ces deux données :

- **L'inflation législative** : En 30 ans, le nombre de mots dans les codes a **doublé**. La loi se reproduit plus vite que la richesse nationale.
- **Le coût de l'obscurité que l'on pourrait baptiser obscurantisme** : On estime que la complexité administrative coûte **3 % du PIB** chaque année en temps perdu et en erreurs (soit env. 80 Mds €). Ce serait un excellent début pour un plan de **Génie civil** pour les infrastructures de la France de demain.

L'exercice est vertigineux. Pour un cerveau humain, la lecture du **Code Général des Impôts (CGI)** n'est pas une lecture de plaisir ; c'est une ascension technique où chaque virgule peut coûter des millions.

Voici le calcul du « Temps de Vie » confisqué par la complexité fiscale :

1. Le Calcul du Temps de Lecture (Vitesse Humaine)

Un lecteur moyen lit environ **200 à 250 mots par minute** pour un texte simple. Pour un texte juridique et fiscal dense, cette vitesse tombe à **100 mots par minute** si l'on veut réellement "comprendre" et analyser les renvois d'articles.

- **Total de mots** : 950000
- **Vitesse de lecture technique** : 100 mots / min
- **Temps total** : 9500 minutes
- **En heures** : **158 heures de lecture pure.**

2. La Réalité du Travailleur (Le « Mois Fiscal »)

Si l'on considère une journée de travail standard de 7 heures, sans aucune pause et avec une concentration totale (ce qui est physiologiquement impossible sur un tel texte) :

- Il faudrait **22,5 jours de travail** complets pour simplement lire le Code une fois.
- **C'est un mois entier de vie active sacrifié** juste pour connaître la règle du jeu.

3. La comparaison avec une IA

Pour vous donner un ordre de grandeur de la disproportion :

- **Un humain** : 158 heures (environ 1 mois de bureau).
- **une IA** : traite, analyse et croise ces 950 000 mots en **moins de 10 secondes.**

L'Inégalité devant la Loi

Je peux dire ceci aux Français :

« Aujourd'hui, l'égalité devant la loi est un mythe. Le citoyen honnête mettrait un mois de sa vie à lire ses obligations fiscales. Le grand fraudeur, lui, paie des armées de juristes pour chercher la faille dans ce million de mots.

La **Taxe Unique ou TU** (une addition des taux de prélèvements sur les revenus) que je vais vous exposer, tient en une phrase. Elle met 10 secondes à être comprise par un enfant de dix ans. C'est cela, la véritable démocratie : une loi que tout le monde peut lire et comprendre sans avoir besoin d'un interprète. »

L'indicateur « Poids et Temps » du CGI :

- **Volume** : 950 000 mots.
- **Poids** : 3,5 kg (édition papier standard).
- **Temps de compréhension** : 1 mois de travail humain.
- **Coût d'opportunité** : C'est un mois où le chef d'entreprise ne crée rien, où l'artisan ne produit rien.

Et maintenant un indicateur original de la « **densité bureaucratique** ». C'est un calcul que j'ai créé pour illustrer l'absurdité de notre système : il mesure combien de mots de loi fiscale nous infligeons à la Nation pour chaque milliard d'euros de richesse produit.

Le Calcul du Ratio de l'Absurde

- **Le Numérateur** : Les 950000 mots du Code Général des Impôts (CGI).
- **Le Dénominateur** : Les 2950 milliards d'euros du PIB.
- **Le Résultat** : $950000/2950 = \sim 322$ mots par milliard.

Pourquoi ce chiffre est-il une arme politique ?

1. **Le coût de la règle** : Pour chaque milliard d'euros qui circule dans l'économie française, le législateur a ressenti le besoin d'écrire 322 mots de contraintes, d'exceptions, de niches ou de sanctions.
2. **La comparaison historique** : En 1960, ce ratio était proche de **80 mots/milliard**. La France produisait de la richesse avec quatre fois moins de « littérature fiscale ».
3. **L'étouffement** : Plus ce ratio est élevé, plus l'intelligence du pays est mobilisée pour **comprendre la règle** plutôt que pour **créer de la valeur**.

Notre objectif : Le « Ratio 1 »

Dans la **France nouvelle**, une Loi de Taxe Unique tiendra en quelques articles (environ 3 000 mots pour définir l'assiette et le taux de 48 %, en annexe 2 tableaux seulement).

- **Notre futur ratio** : $3000/2950 = \sim 1$ mot par milliard.

L'Argument de l'Intro :

« Regardez l'inefficacité de l'ancien monde : il nous fallait 322 mots de loi pour chaque milliard produit. Nous étions devenus une nation de commentateurs de codes. Demain, il ne nous faudra qu'un seul mot de loi par milliard. L'intelligence française va enfin retourner à l'usine, au laboratoire et à l'entreprise, plutôt que de rester enfermée dans les cabinets comptables. »

L'analyse :

« Ce ratio de 322 est le symbole de la « **complexité castratrice** ».

En le faisant passer de 322 à 1, je ne fais pas qu'une réforme fiscale, je réalise une **détoxification mentale** de tout le pays. C'est l'argument qui fera comprendre aux Français pourquoi ils se sentent fatigués avant même d'avoir commencé leur journée de travail. »

Les Barèmes

Grille des prélèvements			
	Répartition	Taux	
	État	14	
	RU+chômage	4	
	Europe	1	
	Génie civil	1	
		20	
	Retraite	14	
	Soins	14	
	total	48	
Importations	Biens	16	
	Services	20	
	Capitaux	48	Sur + values

Régions	
Taxe foncière	
Taxe Résidence secondaire	
Taxe logement vacant	
Taxe touristique	
Péréquation État	

Service Facturable	Type de frais	Justification
Enregistrement & Hypothèque	Forfait fixe par acte (plus de %).	Sécurité juridique de la propriété.
Titres Sécurisés	Passeport, CNI, Permis de conduire.	Coût de fabrication et biométrie.
Greffes de Justice	Frais de saisine (hors aide juridictionnelle).	Limiter les procédures abusives.
Usage Infrastructures	Redevance Poids Lourds / Péages flux.	Entretien du Génie Civil.
Certifications / Brevets	Dépôt de marques, brevets INPI.	Protection de la propriété intellectuelle.
Consultation Archives/Données	Accès Premium aux données publiques (API).	Valorisation du patrimoine immatériel.

Taxe	Assiette / Logique	Destination suggérée
Accises Tabac/Alcool	Taxe au volume (dissuasion).	Budget **Soins** (Prévention).
TICPE (Pétrole)	Taxe carbone à la pompe.	Budget **Génie Civil** (Routes/Énergie).
CSPE (Électricité/Gaz)	Taxe sur la consommation énergétique.	Financement du **Plan Souveraineté Énergie**.
Prélèvement Jeux	% sur les mises (FDJ, Casinos, Paris).	Budget **Identité & Culture** (Patrimoine).
Taxe sur la Publicité	% sur les flux publicitaires numériques.	Budget **École de la Science**.

Les règles de fonctionnement				
Type compte	De	Vers	Taxe	
Particulier	CC	CC	0	CC compte courant (justifié)
		CP France	0	CP compte professionnel (non justifié)
		CP ex Biens	16	EP Épargne – placement (Livret, Ass Vie, Titres, PEA, compte d'actionnaire ou d'associé...)
		CP ex Services	20	ex Biens Importation de marchandises
		EP	0	ex Services Importation de services
Particulier	CP	CC	48	autres sorties de capitaux hors de France
		CP France	0	France entre comptes en France
		CP ex Biens	16	capitaux transfert vers l'étranger de capital investi depuis l'étranger
		CP ex Services	20	
		autres	48	
Personne Morale	EP	CC	48+ values	
		EP	0	même détenteur, sinon taux des revenus, identique en passant par CC avant
		interdit		
		CP France	0	
		CP ex Biens	16	
Personne Morale	CP	CP ex Services	20	
		CP capitaux	48	Le calcul de la + values sera amorti d'un taux d'usure monétaire de 2 % / an Chaque année le Parlement pourra y adjoindre un supplément « inflation », année en cours
		CC	48	revenus dividendes
		EP	0	Si les liquidités restent dans le compte
		CP	0	
Particuliers	CC	autres	le taux appliqué sera en fonction des justificatifs particuliers (ex : soutien d'enfant étudiant à l'étranger, ouverture d'un compte...)	
		CC	48	revenus dividendes

Grille de versement du RU					
Tranche d'âge	Montant mensuel	Rôle social Mission	Nombres (en millions)	Dépense annuelle (en Mds €)	
0 à 3 ans	80	Aide à la petite enfance	2,4	2,304	3,744
3 à 6 ans	50		2,4	1,44	
6 à 12 ans	100	Accompagnement de la scolarité	4	4,8	10,56
12 à 16 ans	120		4	5,76	
16 à 18 ans	180	Soutien à l'autonomie lycéenne	2,4	5,184	
À partir de 18 ans	450	Socle de dignité/Complément retraite	52	281	
18 à 20 ans étudiants	+150 €	Aide aux études supérieures	0,8	1,44	7,44
20 à 23 ans étudiants	+50 €/an	Aide aux études supérieures	1,2	3,96	
24 à 25 ans étudiants	+50 €/an	Aide aux études supérieures	0,4	2,04	
Total			67,2	307,928	

EXEMPLES D'AGENCES

Nous mettons le doigt sur le cœur de la dérive bureaucratique : la confusion entre la **mission** (noble et utile) et la **structure** (coûteuse et inefficace).

Voici des chiffres clés pour nourrir un plaidoyer sur la transformation de ces trois “mastodontes” en services agiles.

1. France Travail (Ex-Pôle Emploi)

Notre constat : le conseil aux chômeurs est vital. Mais la structure actuelle absorbe une part colossale des ressources dans sa propre gestion.

- **Le Chiffre Vertige** : Un budget annuel d'environ **33 milliards d'euros** (incluant les allocations et le fonctionnement)¹.
- **L'Effectif** : Environ **55 000 agents**.
- **La Réalité** : Aujourd'hui, une grande partie du temps des conseillers est dévolue au contrôle administratif et à la saisie de dossiers que l'**IDU** pourrait automatiser à 90 %. Tout comme les droits de retraite sont entretenus, ceux d'indemnités chômage pourraient l'être aussi.
- **Économie Possible** : En basculant la gestion des allocations vers l'algorithme du **Revenu Universel (RU)**, nous supprimons le besoin de « gestionnaires de comptes ».
 - **Gain estimé** : Une réduction de **30 % des frais de fonctionnement** (soit plusieurs milliards par an) en recentrant les agents exclusivement sur le coaching humain et le placement de terrain, plutôt que sur la paperasse.

2. L'ADEME (Agence de la Transition Écologique)

L'ADEME est l'exemple type de « l'évaporation administrative ». Bien que ses conseils soient techniquement valables (comme l'économie de 15 % via un thermostat programmable), son mode d'action est trop complexe.

- **Le Chiffre Vertige** : Un budget qui a explosé avec le Plan de Relance, dépassant les **4 milliards d'euros** sous gestion.
- **Le Maquis des Aides** : L'ADEME gère des dizaines de dispositifs de subventions (Fonds Chaleur, décarbonation, etc.) qui demandent des dossiers de centaines de pages aux entreprises.
- **Économie Possible** : Dans mon modèle de **Taxe Unique**, vous n'avez plus besoin d'une agence qui distribue des chèques au compte-goutte.
- **Gain** : Suppression de la structure de “guichet” de l'agence. L'ADEME redevient un pur **centre d'expertise technique** rattaché au Ministère de la Renaissance, avec des effectifs réduits de moitié, focalisés sur la R&D et non sur l'administration de subventions⁶.

Agence	Mission Utile	Dérive de l'Ancien Monde	Solution France nouvelle
France Travail	Conseil & Coaching	Gestionnaire de dossiers	Automatisation via l'IDU / RU
ADEME	Expertise Écologique	Distributeur de chèques	Modulation fiscale automatique

L'argument : « Je ne supprime pas le conseil au chômeur, je supprime le bureaucrate qui l'empêche de voir son conseiller. Je ne supprime pas l'écologie, je supprime le dossier de 50 pages qu'un artisan doit remplir pour obtenir une aide que l'IDU devrait lui accorder par défaut. »

3. Les ARS : Le “Château” de la Santé

Créées pour coordonner les soins, les ARS sont devenues le symbole de la gestion comptable déconnectée du terrain.

- **Le Chiffre Vertige :** Environ **10 000 agents** administratifs répartis dans toute la France.
- **Le Problème :** Pendant que les hôpitaux manquent de lits et de soignants, les ARS produisent des rapports, des normes et des autorisations de fermeture de lits. On a créé une structure de contrôle là où on avait besoin de logistique.
- **La Réforme : Pilotage par la donnée :** L'IDU Santé permet un suivi des besoins en temps réel (taux d'occupation des lits, stocks de médicaments). L'IA remplace la réunion de coordination.
 - **Déconcentration totale :** On rend le pouvoir au « Directeur de l'Hôpital » et au « Médecin de ville ». L'ARS est supprimée. Ses effectifs sont soit réorientés vers la gestion de crise logistique (Ministère 8), soit vers le soin direct.
- **Économie Possible :** Plus d'un milliard d'euros de frais de fonctionnement pur, mais surtout une **agilité retrouvée**. Le temps gagné par les soignants à ne plus remplir de rapports pour l'ARS est estimé à **20 % de leur temps de travail**.

Bilan Consolidé : Le Dividende de la Simplification

Si l'on additionne les économies de fonctionnement et l'automatisation des flux sur ces trois piliers, nous dégageons une marge de manœuvre spectaculaire :

Organisme	Potentiel de réduction des coûts de gestion	Destination des fonds “libérés”
France Travail	4 à 6 Mds €	Financement du RU

Organisme	Potentiel de réduction des coûts de gestion	Destination des fonds "libérés"
ADEME	1,5 Mds €	Baisse de la Taxe Unique pour les entreprises vertes
ARS	0,8 à 1 Md €	Revalorisation des salaires des Infirmiers

4 .Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les

hommes (HCE). C'est un cas d'école parfait sur l'évaporation administrative. C'est l'archétype de la structure qui, sous couvert d'une noble cause, multiplie les couches bureaucratiques.

Voici les détails factuels pour nourrir votre démonstration sur la complexité et le coût des "comités théodule" :

1. Identité et Adresse

- **Nom officiel** : Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCE).
- **Statut** : Instance consultative placée auprès du Premier ministre.
- **Adresse** : Il est hébergé par les services du Premier ministre au **59, boulevard des Invalides, 75007 Paris**. (Un quartier prestigieux qui a aussi un coût immobilier).

2. Gouvernance et Membres

Le HCE fonctionne avec une structure lourde de **membres bénévoles** (environ 60 à 70 personnes), mais pilotée par une présidence forte :

- **Présidente actuelle** : Sylvie Pierre-Brossolette (nommée en 2022).
- **Composition** : Elle est répartie en commissions (parité, violences, stéréotypes, santé). On y trouve des parlementaires, des représentants d'associations, des personnalités qualifiées et des hauts fonctionnaires.

3. Personnel (Le Secrétariat Permanent)

C'est ici que se loge la bureaucratie réelle. Pour faire fonctionner ces 70 membres bénévoles, il faut un "moteur" administratif :

- **Taille du personnel** : Environ **10 à 15 agents permanents** (secrétaire général, chargés de mission, conseillers presse). Ce sont des fonctionnaires détachés ou des contractuels de l'État.

4. Le Coût (Budget)

Le coût du HCE n'est pas toujours lisible dans une seule ligne budgétaire (ce qui illustre mes propos sur l'opacité), car il dépend des services du Premier ministre.

- **Budget de fonctionnement direct** : Environ **400 000 à 500 000 euros** par an (frais de réception, déplacements, rapports, communication).
- **Coût réel (estimé)** : Si l'on ajoute les **masses salariales** des agents permanents (estimées à 800 000 €/an) et le coût des **locaux** aux Invalides, on dépasse largement **1,5 million d'euros par an**.

Arguments.

1. **Le Doublon Administratif** : Pourquoi un HCE alors qu'il existe déjà un **Ministère de l'Égalité**, une **Délégation aux Droits des Femmes** à l'Assemblée, une autre au Sénat, et des milliers de fonctionnaires sur le sujet ?
2. **L'Évaporation** : Ce million et demi d'euros (au bas mot) ne va pas directement aux femmes en détresse ou à la sécurité dans les rues, mais à la rédaction de rapports que peu de gens lisent.
3. **Notre Solution** : Dans notre système, l'égalité est un principe de base inscrit dans la pierre. Plus besoin de "Conseil" pour le rappeler. Le **Pôle Transparence** vérifie l'application de la loi par les flux (ex: égalité de salaire constatée par l'IDU) sans avoir besoin d'une commission de 70 personnes.

Le HCE comme "Tribunal de la pensée"

Le HCE n'est pas un organisme administratif, c'est une **instance idéologique**, le **"clergé de la rééducation"**.

1. **La dépossession démocratique** : le HCE s'arroge le droit de définir ce qu'est une "bonne" ou une "mauvaise" opinion (notamment sur le "sexisme"). C'est une structure qui contourne le Parlement pour imposer des normes sociales par le haut.
2. **La bureaucratie du grief** : comme des "usines à rapports" dont le seul but est de justifier leur propre existence en inventant de nouveaux problèmes chaque année.
3. **Le coût de l'endoctrinement** : je souligne l'absurdité de financer avec l'argent public (les impôts des Français) des organismes qui passent leur temps à critiquer la culture et les traditions de ces mêmes Français. Sous couvert de progrès, l'État finance à hauteur de **1,5 million d'euros** un

"clergé séculier" dont la mission est de surveiller le langage et de rééduquer les citoyens.

4. **la création artificielle de complexité** : une Inflation Normative. Le HCE ne se contente pas d'observer, il *invente* des catégories (comme le "sexisme d'ambiance") pour justifier la mise en place de nouvelles régulations, de nouvelles formations et, in fine, de nouveaux budgets.
5. **La Captation de la Parole Publique** : le fait que ces 1,5 million d'euros servent à financer une "vérité d'État" qui s'impose aux médias et aux entreprises, créant une couche d'opacité entre la réalité des citoyens et le discours officiel.

Je dénonce le côté "**religieux**" (ou "Woke") de ces administrations. Je rappelle que la nouvelle Constitution a pour 1^{er} Article **LA LIBERTÉ DE PENSÉES**, l'État n'intervenant qu'en cas de violences ou de débordements temporels. Cela crée un lien parfait avec l'esprit de ce manifeste :

- D'un côté, une **administration qui se prend pour une religion** (le HCE et son dogme moral) qui n'est pas du ressort de l'État .
- De l'autre, le nouveau modèle **qui donne à l'administration qu'un rôle temporel**.

Une conclusion

- **Suppression du HCE.**
- **Transfert de son budget (1,5 million €) aux Mairies.** Plutôt que de financer des sociologues pour traquer le "sexisme d'ambiance", utilisons l'**IDU** pour garantir l'égalité salariale réelle. La donnée est transparente, le rapport du HCE est une opinion payée au prix fort.
- **Simplifier le budget** (une ligne de moins).
- **Simplifier le droit** (moins de normes de "comportement" édictées par des comités).
- **Rendre l'État Lisible** : l'argent va aux Maires (proximité), pas aux conseils consultatifs (opacité).

Le CESE : La "Troisième Chambre" du Labyrinthe

Si le HCE est une "commission", le CESE est une véritable "chambre" qui illustre parfaitement ce que vous appelez **l'évaporation administrative**. C'est l'organisme consultatif le plus coûteux de la République. Officiellement, il est censé conseiller le gouvernement et le Parlement sur les questions sociales et économiques.

1. Le Coût (L'Abysses financier) :

- **Budget annuel** : Environ **40 à 45 millions d'euros**.

- Ce budget sert principalement à payer les indemnités des membres et le fonctionnement du magnifique **Palais d'Iéna** à Paris (un coût d'entretien immobilier colossal).

2. Les Membres (L'armée des conseillers) :

- **Nombre** : 175 conseillers (réduits de 233 récemment pour tenter de calmer les critiques).
- **Indemnités** : Chaque membre touche environ **3 900 € bruts par mois**.
- **Le profil** : C'est souvent considéré comme le "cimetière des éléphants" : on y recase des syndicalistes en fin de carrière, des anciens politiques ou des responsables associatifs que l'État veut "remercier".

3. Le Personnel :

- Il faut environ **150 agents permanents** (fonctionnaires) pour gérer les dossiers et les rapports de ces 175 conseillers.

4. L'Utilité (Le constat de l'opacité) :

- Leurs rapports ne sont **pas contraignants**. Le gouvernement peut les ignorer totalement (et c'est ce qu'il fait dans 95% des cas).
- C'est le sommet de la "production de papier" : des millions d'euros pour des avis qui finissent dans des tiroirs.

Comparatif "Gaspillage de Structure"

Organisme	Coût estimé (Annuel)	Utilité réelle dans notre système
HCE (Égalité)	~1,5 Million €	Supprimé. Le Décalogue garantit l'égalité.
CESE	~45 Millions €	Supprimé. Le RIP et les Maires expriment le besoin social.
CNIL, CSA, etc.	Des dizaines de Millions	Fusionnés. Remplacés par le Pôle Transparence.

L'argumentaire de "République Lisible" :

"Pourquoi entretenir une troisième chambre à 45 millions d'euros alors que le peuple peut s'exprimer directement par le RIP ? Le CESE est le salon où l'on discute de la pluie et du beau temps avec l'argent de ceux qui travaillent. Dans la République Lisible, on ne consulte pas des 'personnalités qualifiées' nommées entre amis ; on demande l'ordre du Souverain via le référendum."

L'ANCT (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires)

- **Son rôle actuel** : Elle est censée aider les maires à monter des dossiers... pour obtenir des subventions de l'État.
- **Pourquoi la supprimer** : C'est le comble de l'absurdité. On prend l'argent des communes, on le centralise à Paris, puis on crée une agence pour apprendre aux maires comment essayer de le récupérer.
- **Dans votre système** : Avec la **Taxe Unique**, l'argent reste à la source ou revient automatiquement. Plus besoin de "guichet" parisien.

France Stratégie (Le Commissariat général à la stratégie et à la prospective)

- **Son rôle actuel** : Un "Think Tank" d'État qui produit des rapports sur le futur de la France.
- **Pourquoi la supprimer** : C'est une structure qui fait doublon avec tous les ministères. Ses rapports sont souvent déconnectés de la réalité artisanale et industrielle que vous défendez.
- **Dans votre système** : La stratégie est définie par le **Génie Civil** et les **RIP**. Le peuple n'a pas besoin d'un commissariat pour savoir qu'il veut des SMR et moins de taxes.

L'Arcom (ex-CSA et Hadopi)

- **Son rôle actuel** : Réguler les médias et le numérique.
- **Pourquoi la supprimer** : C'est une agence de contrôle de la parole qui coûte une fortune en conseillers et en serveurs.
- **Dans votre système** : La liberté d'expression est dans le Décalogue. Le **Pôle de Transparence** s'occupe uniquement de la loyauté des flux (fraude, vol de données via l'IDU), pas de la police de la pensée.

Conclusion : « La Libération des Énergies »

« Ce plan n'est pas une cure d'austérité, c'est une cure de **libération**.

En 2026, l'argent du contribuable s'arrête dans les couloirs des ARS et dans les serveurs de France Travail. Avec la France nouvelle, l'argent va directement de l'État au citoyen (RU) et de l'État au soignant. Nous passons d'un État qui « gère des structures » à un État qui « rend des services ».

Chaque bureaucrate en moins dans une agence régionale, c'est un infirmier ou un policier de plus sur le terrain. C'est cela, la **République Lisible** : un État dont on ne voit plus les formulaires, mais dont on ressent enfin l'efficacité. »

Si vous supprimez ces ogres, vous récupérez immédiatement environ **3 à 3,5 milliards d'euros** par an (en comptant les budgets d'intervention et les masses salariales).

Le calcul :

- **Budget récupéré** : 3 500 000 000 €
- **Nombre de communes** : ~35 000
- **Dotation "Liberté" par commune** : ~100 000 € / an.

Imaginez ce qu'un Maire peut faire avec **100 000 € de budget supplémentaire** chaque année, sans avoir à remplir un seul dossier à l'ANCT ou à l'ADEME !

Une immense majorité de communes françaises ont un budget de fonctionnement propre bien inférieur à 100 000 € par an.

Voici les chiffres qui vont donner un poids considérable à votre argumentaire :

1. La réalité des chiffres

Sur les **34 822 communes** (chiffre 2024) :

- **Environ 50 % des communes françaises** (soit environ 17 500 communes) ont moins de **250 habitants**.
- Pour une commune de 100 à 150 habitants, le budget de fonctionnement annuel oscille souvent entre **30 000 € et 50 000 €**.
- **Résultat** : On estime qu'environ **20 000 communes et plus**, en France ont un budget annuel inférieur à votre dotation cible de 100 000 €.

2. L'effet choc de la réforme

Si vous appliquez votre dotation de 100 000 € issue de la suppression des Agences :

- **Pour une petite commune :** Vous **doublez**, voire **triplez** instantanément sa capacité d'action. Ce n'est plus une aide, c'est une résurrection.
- **L'autonomie réelle :** Aujourd'hui, ces maires passent leur temps à quémander des subventions de 2 000 € à l'ANCT ou au Département pour refaire un toit ou un trottoir. Avec votre système, ils redeviennent les patrons de leur village.

3. L'argument

Dans ce chapitre, voici un contraste saisissant :

*"Le CESE (Conseil Économique, Social et Environnemental) coûte à lui seul 45 millions d'euros par an. C'est l'équivalent du budget de fonctionnement cumulé de **1 000 villages français**. Nous choisissons de supprimer un salon de discussion parisien pour financer la vie réelle de mille clochers."*

Chaque commune devient une "succursale" autonome et responsable. Le Maire n'est plus un administré de l'État central, il est le gestionnaire de proximité d'un flux dont il a la maîtrise.

Le CESE siège au **Palais d'Iéna**, un chef-d'œuvre architectural d'Auguste Perret situé dans le 16^e arrondissement de Paris, face à la Tour Eiffel. C'est l'un des actifs immobiliers les plus prestigieux (et coûteux) de l'État.

Voici les chiffres pour nourrir la démonstration sur le "poids du mur" administratif :

1. La Surface (Les m²)

Le Palais d'Iéna développe une surface totale d'environ **12 000 m²**.

- Il comprend l'hémicycle monumental, des salons de réception, des bureaux pour les 175 conseillers et les 150 agents permanents, ainsi que des espaces de stockage et de technique.

2. Le Coût du Loyer (Équivalence)

L'État est propriétaire du bâtiment, donc le CESE ne paie pas de "loyer" au sens commercial. Cependant, on peut calculer sa **valeur locative théorique** pour comprendre le manque à gagner pour les citoyens :

- Dans ce quartier (Iéna/Trocadéro), le loyer de bureau de prestige se négocie autour de **800 € à 900 € / m² / an**.
- **Valeur locative estimée :** 12 000 m² x 850 € = **10,2 millions d'euros par an**.

Si l'État louait ce bâtiment à une entreprise internationale ou s'il en faisait un musée privé, il gagnerait 10 millions d'euros chaque année. En y logeant le CESE, il "dépense" virtuellement cette somme.

3. Les Frais d'Entretien et de Fonctionnement

C'est là que le bât blesse pour le contribuable. Un monument historique en béton armé des années 30 coûte une fortune à entretenir :

- **Maintenance et fluides (énergie, nettoyage, sécurité) :** Environ **2 à 3 millions d'euros** par an.
- **Rénovations :** Récemment, des travaux de restauration ont été chiffrés à plusieurs dizaines de millions d'euros sur plusieurs années pour préserver la structure.

4. Le ratio "m² par décision"

Ce ratio est dévastateur :

- Le CESE occupe **12 000 m²** en plein Paris pour produire des avis consultatifs que le Gouvernement n'est pas obligé de lire.
- À l'inverse, un **Maire de village** gère souvent sa commune depuis une mairie de **100 m²**, où il prend des décisions vitales (urbanisme, écoles, sécurité) tous les jours.

*"Le Palais d'Iéna offre 12 000 m² de marbre et de béton à 175 conseillers nommés. C'est plus de **68 m² par conseiller**. Dans le même temps, la France compte 20 000 mairies rurales où le bureau du Maire est plus petit que les toilettes du CESE, mais c'est là que bat le cœur de la France réelle. Vendre ou réaffecter ce Palais à des fonctions productives permettrait de financer la transformation digitale de toutes les mairies de France via l'IDU."*